

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 269 JEUDI 18 MAI 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

On pleure, on pleure... on se lamente! On pleure beaucoup, ces derniers temps, dans les hautes sphères des privilèges et des gouvernements. C'est l'angoisse, paraît-il, de par l'Europe et de par le monde.

On a versé des larmes sur Schleyer, sur les barons belge et français. Et l'humanité, à la suite de son chef spirituel, gâteux octogénaire, sanglote : « Lâchement, les Brigades rouges ont assassiné le président des démocrates-chrétiens... ».

On pleure aussi sur l'incompétence du chef de la sûreté, en régime pénitencier français : il n'a pas su prévoir l'évasion du gangster-écrivain Mesrine.

Le peuple des travailleurs aurait sans doute d'autres sujets de larmes légitimes que la mort - qui nous indiffère - d'anciens nazis, de potentats de la finance, de magouilleurs entre cathos et communistes. On pourrait, avec juste raison, pleurer sur le degré d'imbécillité d'un garde des sceaux étonné et choqué qu'un détenu des quartiers de haute surveillance ait l'idée saugrenue de s'évader. On peut pleurer, en France, sur le cynisme de Barre, bloquant de façon démentielle le pouvoir d'achat des plus démunis... pleurer, se révolter plutôt quand on le voit rire, face à la presse, de ce coup d'audace, sans prendre la peine de se justifier.

Et l'on peut s'indigner du futur monopole d'Etat renforcé sur les ondes où la seule radio « libre » sera « bleue », le rouge et le noir étant interdit d'audience.

Que des révoltés suppriment un homme qui, au pouvoir, ne pouvaient ignorer les risques du métier, et c'est l'universel sanglot. Des larmes sur Florence, morte de l'opposition christiano-pécuniaire à l'avortement, sur les victimes quotidiennes des accidents de travail et des crimes racistes, quel membre de la mafia gouvernementale songe à en verser ?

Des quotidiens, des hebdomadaires, qui ne sont pas à la solde des Etats, ont dénoncé, dénoncent la torture, les régimes policiers et fascistes au Maroc, en Argentine, en Indonésie et ailleurs encore. Comme dirait Philippe Clay : « Oui, mais tout ça c'est vachement loin... » tandis que l'Italie, l'Allemagne sont à nos portes. Et comme disait aussi un téléspectateur questionnant Guy Darbois aux « Dossiers de l'écran » consacrés (quel hasard!) au terrorisme en Italie : « Que fait-on, là-bas, pour assurer la protection des touristes français et de leurs caravanes ? »

Les terroristes d'Etat qui briment, répriment et sourient, confiants en la solidité de leur position et de leurs privilèges, vont-ils toujours demeurer des intouchables ? Si quelques excités, dont légitime est la révolte, sinon les méthodes employées pour la manifester, parviennent à occire l'un d'entre eux, la victime mérite-t-elle une seule larme de travailleur ?

Faut-il s'extasier ou s'indigner sur les techniques de pointe et sur la retombée de leurs déchets meurtriers ?

Faut-il s'extasier ou s'indigner jusqu'à la contestation révolutionnaire sur les super-cracks qui viennent d'inventer la bombe à neutrons ?

A la petite semaine

LE CAMBODGE OU L'ACADÉMIE

Les autorités vietnamiennes, soucieuses du rachat de l'âme des brebis un instant égarées sur le chemin de l'enfer yankee, utiliseraient d'anciennes prostituées pour l'espionnage militaire au Cambodge.

Si le gros du travail reste ce qu'il était, l'essentiel, ce qui contribue à ce fameux rachat, réside dans l'obtention de tendres aveux au sujet des chars lourds ou la marche des régiments, bref tout ce qui fait le piment des conversations intimes.

A l'heure où l'on apprend, sur nos écrans de cinéma, que la politique de la France se faisait au « One two two », célèbre bordel d'avant-guerre, il est intéressant de constater que

dans cette parcelle asiatique du paradis rouge, un demi-siècle plus tard, l'Etat se livre au maquereautage et qu'une partie de sa politique reste liée à des partouzes que justifient, à n'en pas douter, le matérialisme historique comme le marxisme scientifique. D'ailleurs, Cambodgiens, Vietnamiennes, on reste entre camarades...

En France, aujourd'hui, de tels procédés ne seraient plus permis. Nous avons pour nos vieilles putains aux retraites juteuses des postes honorifiques, libres d'accès à leurs candidatures, où couler une fin paisible. La preuve, la plus célèbre d'entre elles, Edgar Faure, se présente à l'Académie.

FLORÉAL

REQUIEM POUR UNE CHEMISE NOIRE



Même les crocodiles ont pleuré !

Vers la reconstitution de l'U.S.I.

Entretien avec un camarade de la F.A.I.

DANS notre numéro du 4 mai, nous informions nos lecteurs sur les débats menés à Rome, les 22 et 23 avril derniers, par nos camarades italiens, en vue de la reconstitution de l'Union Syndicale Italienne (U.S.I.), la centrale anarcho-syndicaliste qui compta, peu de temps après sa création, jusqu'à près de 400 000 affiliés.

A l'occasion de ces journées de travail, la délégation observatrice de la Fédération Anarchiste s'est entretenue avec un camarade de la Fédération Anarchiste Italienne de Bologne.

La longueur de l'entretien nous oblige à le publier en deux fois. La première partie, publiée cette semaine, retrace le côté historique de l'U.S.I. La seconde, que nous publierons la semaine prochaine, fera place à la situation italienne présente et aux raisons qui ont amené nos camarades italiens à envisager cette reconstitution de l'U.S.I.

FA - Quelles sont les origines historiques de l'anarcho-syndicalisme en Italie ?

Walter - Ses origines historiques remontent à la 1^{re} Internationale et à sa section italienne qui s'est caractérisée depuis sa formation par une présence libertaire majoritaire. Les composantes internes de la section italienne peuvent être schématisées

ainsi : une tendance socialiste révolutionnaire qui deviendra anarchiste, un courant démocrate libéral mazzinien, une tendance socialiste démocratique qui formera plus tard le parti socialiste. Ces trois courants coexistent au sein de la section italienne, la font vivre et la développent jus-

(suite page 8)

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE

LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUEGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS (édité Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS (édité Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18^e)
 CERCLE INTER-BANQUES

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants: 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - MASSY
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE
 - DRAVEIL
 - VILLENEUVE-ST-GEORGES

BANLIEUE EST

- GAGNY
 - NEUILLY SUR MARNE
 - CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY SEVRAN
 - VILLENEUVE LA GARENNE
 - LEVALLOIS
 - ASNIERES
 - COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Ferté-Macé - Flers, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Lannion, Châteauroux, Concarneau, Amboise, Chinon, Montpellier, St-Sever, St-Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Brest, Centre-Bretagne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupe de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et liberté», 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.
Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.
Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.
Groupe Jules Durand, Le Havre et Région: dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.
Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.
Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.
Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18^e.
Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedi de chaque mois, salle Dewailly à Amiens.
Groupe Courbevoie-Colombes: les seconds et quatrième samedis de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoie.
Groupe Germinal: tous les mardis au café «Le Danton», rue du Commerce, Paris 15^e, de 18 h à 19 h. Tous les mercredis, au café «Le tabac», à Meudon, de 18 h à 19 h. Tous les jeudis, au café «Le Métropole», avenue de la République à Issy-les-Moulineaux, de 19 h à 20 h 15.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT
 AUX RELATIONS INTERIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

La liaison Nanterre de la F.A. le Comité pour la défense des droits de l'homme et contre la répression en Bulgarie organisent

JEUDI 25 MAI à 13 h

Université de Nanterre (bât. G, amph A) un meeting d'information et de solidarité contre la répression en Bulgarie

Avec le témoignage d'Amnesty International et de Victor Feinberg (porte-parole du syndicat libre d'URSS)

Le groupe libertaire clermontois organise

VENDREDI 19 MAI à 20 h 30

au centre Blaise Pascal salle 146 à Clermont-Ferrand une conférence-débat avec la participation de viticulteurs membres des C.A.V. (comités d'action viticoles)

En première partie sera projeté le film «Ni a Pron» (y'en a marre) sur les problèmes de la viticulture occitane

Le groupe anarchiste d'Amiens avec l'aide d'autres groupes du Nord de la France organise une fête avec stands, chansons, débats, etc.

Cette fête se déroulera à Amiens certainement les 3 et 4 juin

Toutes les personnes intéressées à la participation à cette fête (chansons, théâtre, etc.) sont cordialement invitées

Pour contact écrire B.P. 7 - 80 330 Longueau

Le groupe libertaire Louise Michel organise

SAMEDI 20 MAI à 17 h 30

en son local 10, rue Robert Planquette Paris - 18^e un colloque-débat sur le thème

L'ANARCHISME EN ESPAGNE AUJOURD'HUI

Une vente militante est organisée à Argenteuil (95)

Lundi et vendredi 18 h 30 à 19 h 30 gare centrale

Mercredi 18 h 30 à 19 h 30 gare du Val

Directeur de la publication Maurice LAISANT
 Commission paritaire n° 55 635 ROTO - Group' 78 93 - St-Denis
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi Routage

COMMUNIQUÉ

La Fédération Anarchiste vient de tenir les 13, 14 et 15 mai 1978 son 33^e congrès à Ris-Orangis. Ce congrès, de part le nombre important de délégués (plus de 250), confirme la progression de la fédération. Les débats ont porté sur les axes de luttes définis lors du congrès extraordinaire de Boussy-St-Antoine, notamment :

- sur l'analyse de la situation générale du pays. Les participants réaffirment que les dernières élections, comme les précédentes, ne pourront apporter de réels changements et démontrent qu'il ne peut y avoir de solution véritable à la crise économique et sociale actuelle sans suppression des structures de classes et d'autorité qui régissent le pays.

- sur les problèmes internationaux. Le congrès a exprimé sa volonté au sein de l'Internationale des Fédérations Anarchistes, qui vient de tenir son congrès en Italie (Carrare), de consolider ses liens organiques et de développer avec les fédérations adhérentes, ses actions et sa solidarité face à l'accroissement de la répression sévissant dans le monde.

- sur l'organisation interne du mouvement et de son insertion réelle dans les luttes sociales, urbaines, écologiques, antimilitaristes, etc. Les délégués ont constaté le succès du lancement de leur hebdomadaire, *Le Monde Libertaire*, et mirent l'accent sur les moyens de développer son audience et d'améliorer son contenu et l'augmentation de sa pagination, en vue d'un 12 pages. D'ores et déjà ils ont décidé de la parution mensuelle d'un supplément de 4 pages.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Des navires russes à Bordeaux

A l'occasion du passage de deux bateaux russes à Bordeaux, nous avons tenu à rappeler que ces deux navires représentent un Etat qui porte atteinte quotidiennement aux libertés individuelles et collectives (interdiction et répression de toute grève, ni liberté de presse, ni liberté d'opinion, arrestations et internements arbitraires, dictature du parti, syndicat unique, etc.). Nous avons appelé les bordelais à ne pas visiter ces bateaux qui symbolisent l'oppression du peuple russe.

Ce communiqué a été publié dans la presse régionale. Une distribution de tracts en Français et en Russe a été faite à l'intérieur des bateaux par les camarades du groupe de Bordeaux, les journalistes locaux et l'AFP étaient présents. Les camarades furent expulsés « courtoisement » par les officiers russes mais plus violemment par la police prévenue... par les staliniens locaux.

GROUPE DE BORDEAUX

A la faculté des Saints Pères

C'est devant 300 personnes que s'est tenu ce 11 mai à la faculté de médecine, un meeting de protestation contre les agressions fascistes dont les étudiants sont l'objet.

Il était placé sous l'égide de la liberté d'expression. Des organisations diverses étaient venues porter témoignage de leur solidarité : le « mouvement juif sionniste », le MRAP, UNEF-Assas, UNEF-Science-po, le MAS, LCR, JOR, UJCMLF, UEC.

La réunion se clôtura par l'intervention de Maurice Laisant, au nom de la FA.

Affiches disponibles

Une affiche sur L'AMNISTIE GÉNÉRALE EN ARGENTINE est éditée par la Fédération Anarchiste. Cette affiche représente un prisonnier enchaîné jouant au football avec le boulet (présenté comme un ballon de foot) situé au bout de sa chaîne. Slogan : FÊTE A BUENOS AIRES - TORTURES DANS LES PRISONS. En vente à Publico au prix de 0,40 F l'unité au delà de 10 exemplaires. Adresser commandes et règlements à Publico, Relations Internationales, 3 rue Ternaux, Paris 11^e.

D'autre part, le groupe de Bordeaux signale qu'il lui reste quelques affiches sur le boycott du mondial. 0,30 F l'unité plus le port, à commander au groupe libertaire de Bordeaux, 7 rue du Muguet, 33 000 Bordeaux.

Radios libres

Le groupe anarchiste de la région toulonnaise organise, vendredi 19 mai à 20 h 30, salle Mozart à Toulon, une projection sur les radios-libres, projection suivie d'un débat.

abonnements de diffusion

3 mois/5 ex.....	95 F
6 mois/5 ex.....	180 F
12 mois/5 ex.....	300 F
3 mois/10 ex.....	170 F
6 mois/10 ex.....	300 F
12 mois/10 ex.....	550 F

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	35 F	55 F
6 mois	65 F	110 F
12 mois	125 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez-vous

BULETIN D'ABONNEMENT

Nom..... Prénom.....
 N°..... Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 à partir du N°..... (inclus). Pays.....
 Abonnement Reabonnement
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref... en bref...

Après la bonne nouvelle de la libération de Bernard Boize, une quinzaine de membres du groupe insoumission de Lyon ont pénétré à l'intérieur de l'hôpital militaire Desgenettes, où est hospitalisé un insoumis prisonnier : Gérard Gaspard. Ils ont distribué 2 à 300 tracts, dénonçant la répression et rappelant les dernières arrestations d'insoumis. Pendant trois-quarts d'heure, les militants antimilitaristes du G.I. ont pu circuler librement, et même discuter avec des officiers. Ils sont repartis ensuite, sans être inquiétés. Bien qu'ils ne puissent que se réjouir de ce « libéralisme » inhabituel, ils ne se font pas trop d'illusions, et ne s'attendent pas à ce que la répression cesse, dans l'immédiat, contre ceux qui refusent la militarisation.

Dominique Delande et P. Dumont, objecteur insoumis à l'ONF, passeront en procès le 19 mai à 13 h 30 devant la 4^e chambre correctionnelle du palais de Justice de Rouen.

Alain Rasquier, objecteur insoumis, passera en procès le 19 mai à 8 h 30 devant la 6^e chambre correctionnelle du palais de Justice de Nice.

Jacques Bonnati et Pierre Schmidt ont été condamnés par le tribunal de Toulouse à 8 mois de prison avec sursis pour insoumission à l'ONF.

Le groupe libertaire de Vincennes organise le 25 mai, de 13 h à 20 h, à la faculté de Vincennes, amphithéâtre 1 ou 5, un meeting international anarchiste (expos-films-débats).

Le CLICAN (Centre Local d'Information et de Coordination pour l'Action Non-violente) signale, dans une lettre adressée aux principaux journaux, la suppression d'une émission des « Dossiers de l'écran » sur le commerce des armes. Parmi les invités figuraient deux opposants au commerce des armes, dont Olivier Maurel, auteur du livre *Les trafics d'armes de la France*. Programmée initialement pour le 8 novembre dernier, elle fut repoussée 3 fois... avant d'être récemment supprimée.

VIENT DE PARAÎTRE
SPONTANÉITÉ
ET ORGANISATION
de Murray Bookchin
Ed. Noir et Rouge
26, rue de la Réunion
75 020 PARIS
Prix : 5 F

Baisse un peu la radio on l'entend d'en bas... (suite)

RESUME DE L'ARTICLE PRECEDENT (ML 267)

Vendredi 28 avril, St-Denis, l'émission de Radio-93 consacrée à Gaston Couté est interrompue par les bourrins de la DST... 9 interpellations, matériel saisi.

MARDI 2 mai, St-Denis, R 93 émet de nouveau. Une centaine de personnes, dont 450 kg d'intellectuels de profession (DDT, Deleuze, Faye, Fromanger, Guattari) et un conseiller municipal de St-Denis, Antorre (PS), sont présentes. La police ne se manifeste pas (se reposant sans doute de ses efforts du matin : l'intervention à Radio Roquette).

Mercredi 4 mai, Yvonne Huriez, gérante de la librairie Les Déglings d'où émet Radio 93 est interpellée à son domicile par la police et libérée vers minuit.

Elle a accepté de répondre pour *Le Monde Libertaire* à nos questions.

- Quel sens veux-tu donner à ta librairie ?

- Ma librairie a toujours été le point de chute de tous ceux qui ont envie de bouger. Le centre nouveau et libre de St-Denis, là où existait la libre expression, le respect de l'être humain, pas une secte d'intellos, mais là où des gens ont envie honnêtement que ça bouge. Pas seulement avec des manifs qui sont devenues traditionnelles ou qui commémorent des anniversaires, mais avec des actes concrets ou des rapports de force. Cette librairie devra rester un point de rencontre entre vrais militants ; mais pas ceux qui s'en donnent le titre seulement. Ceux qui sont prêts à tout laisser derrière eux pour faire craquer le capitalisme, le fric, en oubliant l'amusement, les vacances, etc. Je crois d'ailleurs qu'il n'est pas nécessaire d'être intellectuel pour se dire militant ou militante. Je pense que depuis cinq ans je suis aussi militante que ceux qui s'en donnent le titre, car j'ai oublié tout ce qui est vie, amusement. Triste peut-être ? Je suis prête à tout perdre pour un idéal, si idéal il y a. J'aurais pu me droguer : je milite mais c'est un mot prétentieux, à la mode. Les vrais militants, ils sont tout à fait à côté de la plaque.

- Si demain la police ferme ta boutique et te met en prison ?

- Si demain la boutique ferme, je mobilise assez de gens, et je pense qu'il y a assez de gens qui ont très envie que la boutique vive... Les Déglings, pas la boutique, la boutique c'est un truc

commercial et ici on n'est pas des commerçants. Je veux dire que Les Déglings il faut que ça existe. Maintenant c'est un nom, c'est un point de chute. Ça continuera d'exister même sur le trottoir en face. Si on me fout en taule, faudra vraiment une inculpation vraie. Il n'y a pas de raisons pour qu'on inculpe plus là, comme on a inculqué « Fil bleu ». On ne m'inculpera pas parce que tout le monde sait que depuis cinq ans j'ai envie d'un jugement. La première fois j'ai été condamné par itératif défaut pour 78 F*. J'ai vachement envie d'être en face des juges et de leur dire ce que j'ai envie de dire. D'autre part, si on ferme Les Déglings, Les Déglings vont continuer dans un autre sens... Ce qui manque, c'est du fric. Je vais essayer de faire des appels et éventuellement d'avoir des subventions sans l'aide d'aucun parti, je tiens absolument à le dire. Peut-être éventuellement auprès des intellectuels. Non pas en leur disant « Vous faites une B.A. », c'est pas ça. C'est à ceux qui ont une conscience politique auxquels je vais demander. Ce que je voudrais faire en continuant Les Déglings, c'est un foyer d'accueil c'est-à-dire une grande baraque. Un foyer pour les mecs qui sortent de prison quand ils n'ont pas de fric, pas de famille, pour les drogués, pour les expulsés. Ce sera momentanément, avec des copains bénévoles, des avocats, etc. Ce sera toujours Les Déglings. Je n'ai pas envie de me battre contre la Tour Eiffel. Ce que j'ai envie de faire ? C'est de faire évoluer le rapport de force avec des choses concrètes.

- La radio giscardienne « Fil bleu » vient de bénéficier d'un non-lieu. Penses-tu que l'Etat fera deux poids deux mesures en condamnant les neuf de Radio 93 ainsi que ceux de Radio Roquette ? Et si oui, quelle est la forme de lutte la plus efficace ?

A mon avis Radio 93 ne risque rien. Pas plus que « Fil bleu ». Si Radio 93 est condamné ce serait prouver que c'est quand même les radios-frics qui auront le pouvoir. Ils ne peuvent pas faire deux poids deux mesures ou alors il faudrait vraiment faire du racisme. Pour que la lutte soit efficace il faut faire des petites radios de quartiers

Le monopole est cuit

DEPUIS quelques temps, on assiste à une floraison de radios pirates, aux titres insolites : *Onz'débrouille*, *Fil rose*, *Noctiluque*, *Fil bleu*. Diversifiées, ces radios le sont et par le lieu d'émission et par leur origine politique. L'éventail va des giscardiens de *Fil bleu* au CERES socialiste, en passant par les marginaux les plus divers. Pour *Radio fil bleu*, il s'agit d'une opération politique. Au cas où la gauche prenait le pouvoir, la droite aurait alors disposé d'un

moyen de diffusion. Cette radio bénéficie donc d'appuis politiques et de moyens financiers importants ce qui lui a permis, récemment, de gagner un procès.

Une autre radio libre, *Génération 2000*, patronnée par M. Bleustein Blanchet (président de Publicis) et qui a une vocation commerciale, a vu ses locaux envahis par la police. Quant aux autres radios, elles sont périodiquement brouillées. Il sem-

Dossier scolaire

La lutte continue

CHRISTIAN Beullac hérita d'une succession empoisonnée. La réforme Haby est surtout populaire par les oppositions multiples qu'elle a suscitées. Un point chaud avait mobilisé l'opinion des parents et des enseignants, aussi des psychologues et des toubib scolaires : les dossiers.

Nous avons toujours souligné le fait qu'on s'est servi de la dite réforme pour ficher les gosses. Au meeting du 28 janvier dernier sur la question, le slogan le plus significatif était : « Les fiches au feu ! » Haby avait jeté du lest. Sa dernière position, avant de céder son portefeuille, était qu'il se désintéressait complètement de la question !

Beullac, ex-ministre de l'Industrie ou du Travail, qui vraisemblablement ne connaît pas grand-chose aux problèmes de l'école, a annoncé qu'il renonçait purement et simplement aux Dossiers Scolaires tant contestés, et qu'il revenait aux anciens livrets. Annonce-choc... prouvant l'efficacité des divers comités d'initiative contre ce fichage scolaire, qui se sont constitués à travers la France depuis septembre 1977.

Ne claironnons pas victoire trop vite pour autant. D'abord, renoncer aux Dossiers, c'est un manque à gagner pour l'Etat : des tonnes de papier ont été utilisées pour imprimer les fiches vendues aux communes qui les vendaient aux directeurs d'établissements scolaires. Il faudra bien compenser cette perte, si les fiches ne servent plus à rien ! De plus, si l'on renonce à la mise en carte des petits enfants et des nouveaux adolescents, on ne renonce pas à les tester, asticoter sur des détails relevant de la vie privée, cela verbalement.

Subsistent, plus insidieux, plus perfides, les projets GAMIN et AUDASS, déjà partiellement utilisés : l'embryon est déjà suspect puisqu'il y a des grossesses « à risques »... Quant aux handicapés, ils sont classés marginaux à vie !

Et le fichage scolaire n'est qu'un élément du fichage général, auxiliaire, atout d'un régime policier de plus en plus inquisiteur et répressif dans les démocraties européennes. Ne va-t-on pas bientôt avoir des juges électroniques... avec verdict stéréotypés par genre de délit ? Donc, les groupes de la Fédération Anarchiste qui se sont plus particulièrement intéressés à ce combat, n'y renoncent pas. Le nouveau combat, orienté différemment, aura un double objectif :

— Veiller à ce que les dossiers scolaires soient effectivement supprimés

— Généraliser, amplifier la lutte contre toutes les sortes de fichages.

Du reste, lors du meeting national sur le fichage, nous avions bien précisé que notre action se situait dans cette optique : nous luttons contre le fichage des jeunes, parce que nous le pensions rattaché au fichage général : celui des entreprises, de l'armée, de l'hôpital, de la sécurité sociale, etc., car nous pensons que cette méthode policière est inadmissible.

Nous ne savons pas encore si le comité de liaison va poursuivre son action ou si il va se dissoudre après la décision de Beullac. Les groupes F.A. qui en faisaient partie ont décidé de continuer à mener une action dans le sens indiqué plus haut et de maintenir la journée contre tous les fichages et pour une pédagogie libertaire, journée prévue pour le 11 juin. Et nous serons bien sûr enchantés si d'autres camarades veulent nous rejoindre pour cette action ponctuelle. Les anarchistes ne seront jamais trop nombreux à mener ce genre de combat.

M.-M. HERMET
(Courbevoie-Colombes)

comme on fait avec le MLAC. On est arrivé à la loi sur l'avortement, bien que ce soit une loi hypocrite, parce que des femmes ont pris leur avortement en main dans les quartiers. Les radios ça doit être pareil. Quand on aura obtenu le non-lieu, ce sera

de porter plainte contre TDF, contre le brouillage.

Le 7 mai
Correspondant St-Denis

* Y. Huriez a été mise en taule pour une traite de TV qu'elle n'avait pas payé. A la suite de cela, son fils Thierry s'est suicidé.

ble donc qu'il y ait deux poids deux mesures.

Les récentes déclarations de Giscard d'Estaing concernant le monopole de la radiodiffusion montre qu'il a choisi la fermeté. C'est-à-dire que le monopole sera maintenu, légalement, tout en permettant l'existence de fait de quelques stations privilégiées inoffensives pour le pouvoir. La permanence de ce monopole est vitale pour la majorité, au moins jusqu'en 1981, date des présidentielles.

Au-delà des magouilles politiques, l'apparition de cette nouvelle contestation du pouvoir peut permettre de contrer efficacement celui-ci sur l'un de

ses principaux support : la centralisation de l'information. Cette démultiplication des points de vue, des programmes, la parole donnée aux auditeurs, ne peuvent que nuire à l'entreprise de lavage de cerveaux national auquel se livrent les ondes légales. De plus, la décentralisation des radios peut permettre une prise en main plus grande des moyens d'information par les auditeurs, une manière de coordonner les luttes qui se mènent, de mieux gérer la vie quotidienne aussi. Privés de leur sirop habituel, les auditeurs pourront peut-être commencer alors à se prendre en charge.

Colette PIBAULT

Chine

Socialisme... ou technocratisme triomphant ?

NOTRE grande nation a été honorée, du 3 au 12 mai, d'une visite flatteuse et non moins commentée : Ku Mu, vice-premier ministre chinois, et quelques uns de ses acolytes sont venus flâner les bonnes odeurs de l'industrie occidentale. Silonnant la France en tous sens avant de s'embarquer pour d'autres pays européens, la délégation chinoise a jeté un œil admiratif sur quelques réalisations du genre coûteux à tous points de vue : aéroport de Roissy, usine marémotrice de la Rance, centrale nucléaire de Bugey, usine Berliet, Alstom, ... pour se mettre en appétit et dans l'espoir de remplir, à partir des échantillons, quelques carnets de commandes.

La Chine, depuis l'accession au pouvoir de Hua Kuo Feng, semble donc prendre le relais de l'URSS, client désormais traditionnel, en ce qui concerne la livraison d'usines « clés en mains »... avec en plus cette variante que les dirigeants chinois espèrent contracter des prêts à différents termes auprès de banques européennes et japonaises. A l'heure actuelle, la Chine fait penser à un mélange d'industrialisation de masse à la Staline et de « démarrage économique » à la japonaise.



Définir des plans économiques est une chose, parvenir à leur donner une teneur et une réalité en est une autre. Depuis la liquidation de la « bande des quatre » (lisez les héritiers spirituel de Mao) et la montée au pouvoir du sieur Hua Kuo Feng, les leaders du technocratisme avancé ont eu rapidement conscience de leur chemin : combattre la déchéance économique de la Chine (importations de millions de tonnes de céréales, stagnation de la production d'acier, moindre augmentation de celle du pétrole, ...) et faire de la Chine, tel que l'exige l'idéologie léniniste, une nation ultra développée. La nécessité de rationaliser l'économie (la productivité est extrêmement faible) et de produire des « biens de consommation » se conjugant, la liquidation des radicaux de la « bande des quatre », suite à la mort de Mao, a permis l'entrée en scène de « nouveaux économistes » à la chinoise : Hua Kuo Feng, Teng Shiao Ping et autres Ku Mu.

En fait, l'industrialisation et la modernisation de la Chine était un viel enjeu politique, mais, au nom de la rigueur idéologique, Mao entendait écarter les initiatives des « managers » : la Révolution Culturelle, orchestrée dès 1964 par le grand timonier, et qui, répétons-le, n'était que le décor artificiel d'une vaste lutte d'influence au sein de la classe dirigeante, s'est chargée de liquider le plan

des « quatre modernisations » proposées par Chou En Lai ; ce plan est à présent remis à l'honneur depuis la liquidation des héritiers idéologiquement purs de Mao.

L'heure est à présent à la centralisation, la planification, où économie et politique sont étroitement imbriquées (la Chine est redivisée depuis deux ans en six zones politico-économiques), à la compétence (hiérarchie du savoir et de la valeur), à une discipline assidue dans les unités de production,

aidée en cela par le rétablissement des « stimulants matériels ». Pour l'anecdote, signalons que Teng Shiao Ping aurait exigé que les allées et venues des travailleurs aux toilettes soient désormais plus limitées!

Estimant néanmoins la Chine insuffisamment pourvue en techniciens et hommes de science, les planificateurs font donc appel aux technologies du « monde libre » ; un véritable flot de délégations occidentales s'est déjà déversé dans la perspective de nouveaux débouchés d'avenir... et de profits. Successivement, le CNPF puis notre inévitable M. Barre se sont rendus en Chine pour prendre la température.

Les Chinois dans tout cela ? Rien qui puisse étonner les anarchistes! Les nouveaux maîtres de la Chine lancent le pays dans un processus d'industrialisation forcené, exigé par l'idéologie marxiste-léniniste dont ils se réclament. L'industrialisme, posé comme principe idéologique et jalon essentiel du progrès humain, est né du capitalisme et se perpétue par le capitalisme, qu'il soit d'Etat ou de marché. Outre sa teneur capitaliste, en Chine comme ailleurs, l'idéologie de l'industrialisation de masse impose un système politico-administratif évidemment oppressif et centralisateur, où l'individu n'est pas centre vital mais simple facteur économique indispensable au processus étatique.

Une tragédie inutile dont la société politique italienne porte la responsabilité

Le meurtre de Moro

« Mais tuer les hommes ne mène à rien qu'à en tuer plus encore. Pour faire triompher un principe, c'est un principe qu'il faut abattre »

Albert Camus - L'homme révolté

MORO est mort! Pourquoi ? Une autre citation de Camus me vient à l'esprit : « Quand le meurtrier et la victime auront disparu, la communauté se refera sans eux. L'exception aura vécu, la règle redeviendra possible ». Faut-il, pour que disparaisse l'exception et que la règle se rétablisse, que des hommes meurent ? Devant le meurtre de Moro, on ne voit pas, on ne comprend plus! L'homme était brisé. Les Brigades rouges l'avaient pressé, rejetant toute la sève d'un fruit destiné à se dessécher. Fallait-il, suivant l'expression orgueilleuse de Saint-Just, jeter par défi une tête à la foule ? Lorsque le crime est inutile, le terrorisme perd sa bonne conscience qui, si elle ne justifie pas le meurtre, l'explique.

Mais qui a tué Moro ? Les Brigades rouges ? Certainement comme Samson a tué le roi! Mais au-delà des Brigades rouges, ce qui a tué Moro, c'est cette société qu'il représentait et qui l'avait hissé au sommet du pouvoir. C'est l'Etat, c'est l'Eglise, c'est le Capital, c'est le Parti, pour lesquels l'homme, qui pourtant est de chair, ne compte pas face à des mythes sublimés aujourd'hui et qui demain paraîtront peut-être dérisoires. Regardez tous ces personnages qui, avec un joli mouvement de menton, en refusant de céder au terrorisme, ont refusé la grâce du condamné, et demandez-vous quelle aurait été leur attitude s'ils avaient été à la place du président des démocrates-chrétiens. C'est seulement lorsque l'on est jeune et que l'on a des nerfs solides qu'on s'amuse à jouer au héros. Mais lorsque l'on croule sous les honneurs, lorsque l'on est chamarré par les oripeaux du pouvoir, lorsque l'on a vieilli sous les lambris dorés... vous me comprenez, pas ? Ce parti démocrate-chrétien dont il était le chef et qui est pourri jusqu'à la moelle par ses compromissions et ses concussions, ce pape gâteux, bredouillant des appels félicitant les politiciens de leur fermeté et pleurnichant des prières à un Dieu qui, apparemment, avait autre chose à faire que de l'écouter, ce parti communiste, espérant à travers cette tragédie, trouver des éléments susceptibles de resserrer son alliance contre-nature avec la démocratie-chrétienne... c'est ça l'Etat! L'Etat italien, que ce crime protège, mais ce sont les partis, le culte, les hauts fonctionnaires, les intellectuels, toute la classe dirigeante. C'est la société du profit qui, pour assurer sa survie, a sacrifié l'un des siens, le premier. Dérision! Lorsque le temps aura fait son œuvre, il ne restera de Moro qu'un souvenir que la passion aura déserté. Regardons l'histoire, la tragédie ne servant plus qu'à meubler le répertoire de l'Odéon!

Moro, qui les connaissaient bien, ne s'y est pas trompé. Dans les lettres qu'il leur a adressées et que les politiciens ont essayé de faire passer pour la

réflexion d'un homme diminué, il leur a dit quelques vérités. Et il leur a interdit de suivre le convoi qui le conduira où nous allons tous et où ils se seraient rués sans pudeur mais avec un soupir de soulagement en voyant le bout d'une affaire désagréable enfin terminée. Et puis l'Italie a besoin d'eux, que diable!

Toute l'Italie « politique » se dresse contre les Brigades rou-

UNE VOITURE QUI A DU COFFRE

On n'est pas comme ça l'avant-garde éclairée du prolétariat! Il faut pour cela qu'aux échecs électoraux viennent s'ajouter un certain nombre d'initiatives heureuses, de celles qui font faire à l'humanité de gigantesques bonds en avant, et où s'allient le génie, l'audace et la nouveauté.

Ainsi donc, le PCF, puisqu'il s'agit de lui, par l'intermédiaire de ses représentants au Conseil de Paris, vient de proposer que le nom d'Aldo Moro soit attribué à un lieu de la capitale, sans préciser d'ailleurs s'il devait s'agir d'une rue, d'une place ou de latrines publiques.

On se souvient sans doute que l'assassinat du militant d'extrême-gauche Pierre Overney, s'était produit à l'entrée des usines Renault de Billancourt et qu'il coïncidait, à

l'époque, avec la campagne de lancement de la Renault 5.

Nul n'a été sans remarquer, bien sûr, que c'est dans le coffre d'une voiture française que le corps d'Aldo Moro a été retrouvé. Là encore, il s'agit d'une Renault! Puisqu'il semble que cette marque automobile soit si souvent mêlée aux assassinats politiques, nous pourrions compléter la demande des élus communistes en suggérant que le nom du leader de la démocratie-chrétienne soit attribué au prochain modèle de la firme, modèle qui pourrait se distinguer, par exemple, par l'étendue de son coffre arrière. Et pourquoi ne pas conserver le slogan qui fit les beaux jours de la R 5 ?

« Bonjour, je suis la Renault Aldo Moro! ». Ça a de la gueule, non ?

FLORÉAL

ges qui sont devenues la diversion au mal qui ronge l'économie du pays. Et en ce sens, par les amalgames que leur attitude suscite, ils reculent le moment de la libération du peuple. Le combat qui se livre en Italie est un combat de classes entre les exploités et les exploités. En transposant la lutte des classes sur le plan terroriste, ils le sortent de son véritable contexte pour le placer sur le plan moral, un terrain où l'Eglise, l'Etat, les partis bénéficient de traditions qui servent de cadre à la société et qui sont profondément enracinées dans le peuple. Et même sur ce plan moral, qui justifie les classes et où il y a tant à dire, le militant révolutionnaire, celui de ma génération tout au moins, se sent mal à l'aise et pour bien comprendre ce sentiment trouble qui nous étirent, il suffit d'écouter Camus...

légitimation au meurtre puisque dans son principe elle est protestation contre la mort ».

Et c'est bien là le problème que soulève le meurtre de Moro, meurtre accompli au nom de la libération des hommes, et qui finalement risque de créer les conditions d'un refus de la population à son affranchissement intégral. Le terrorisme n'est jamais un bien, il a pu être dans l'histoire une nécessité, il ne peut pas être une philosophie, car il n'est jamais innocent. On voudrait être sûr que pour les hommes qui tuent si facilement, le problème social ne soit plus qu'alibi à un esprit de notre temps d'où l'aventure classique est absente, y compris l'aventure révolutionnaire, et qu'on remplacerait par une aventure morbide qui, de toute manière, n'a rien à voir avec l'anarchie.

Maurice JOYEUX

La Chine mangent mal ; c'est une lourde condition qu'ils ont toujours dû supporter : lait, viande, huile, œufs, poisson, céréales, sont rationnés et la production agricole stagne désespérément. Et les complexes pétrochimiques, métallurgiques, le développement industriel intensif, l'exploitation massive des réserves minérales, sous la direction de véritables « managers » locaux mais de formation occidentale, dans un système social et politique oppressif, n'apportent ni la dignité ni la pleine conscience de l'individu.

Décentralisation, libération et autonomie des énergies et des initiatives, autoorganisation des producteurs, priorité aux cultures vivrières et diversifiées et non à la mécanisation à grande échelle, dissémination des petites unités de produc-

tion en fonction des besoins humains et non ceux d'une idéologie dominante, voilà qui, sans être un « programme », peut constituer quelques mots d'ordre afin qu'un peuple qui n'a jamais connu la liberté, parvienne à se faire une idée plus précise des notions de dignité et de conscience humaines.

R. BERNARD
(groupe Yvelines)

Après ses illusions perdues des législatives

Où va le mouvement écologiste ?

PRÈS d'un an après la manifestation de Creys-Malville, et quelques mois après la foire électorale du printemps, le mouvement écologiste semble être à court de souffle. Aucun perspective réelle de mobilisation ne semble voir le jour. EDF continue à construire ses centrales, Shell à mazouter les côtes bretonnes et papa Barre parle toujours de relance de la croissance. Les écologistes là-dedans ne paraissent désormais opposer que quelques réactions bien timides...

Elle paraît bien loin la période pré-Malville, il paraît loin l'été 77 avec la révolution verte à l'horizon du mois de septembre. La réalité est plus amère. La vieille réaction bourgeoise tient toujours les rennes de l'Etat et poursuit sa politique de destruction massive de l'environnement. L'Amoco-Cadiz n'est pas un fait exceptionnel, ce n'est qu'un maillon de la chaîne des catastrophes qui commencent désormais à se succéder. Les Minamata, les Seveso, les boues rouges, les naufrages de Ouesant et demain Super-Phenix, vont devenir monnaie courante de notre société de destruction. Quotidiennement, la nature subit et subira le terrorisme d'Etat et du capitalisme. Oui, le processus est désormais enclenché et avec lui commence à s'envoler notre espoir de société libertaire qui ne pourra être, à aucun prix, nucléaire, pas plus qu'elle ne pourra faire revivre ce que le capitalisme aura détruit, pollué, réduit à néant par sa soif de profit.

Nous, anarchistes, ne pouvons donc être que partie prenante de ce vaste mouvement qui a pris naissance il y a quelques années mais dont les principaux thèmes ne sont finalement que des reprises, excepté le nucléaire, de ce que clament les anarchistes depuis des dizaines d'années. Oui, le problème écologique est pressant, les pollutions de tous ordres, la surpopulation, les génocides d'espèces animales et de plantes deviennent des questions essentielles qu'il nous faut résoudre dès maintenant. Et avec lui le problème du nucléaire.

Dans ce journal, nous avons à maintes reprises exprimé notre refus de l'atome pacifique ou militaire. Mais le problème réside désormais dans les moyens que nous devons mettre en œuvre pour empêcher la réalisation du programme nucléaire. Le mouvement écologiste semble désemparé après la foire du printemps Malville, puis, le 19 mars, ça fait mal!

L'EGLISE DEVIENT DRÔLE

L'Eglise n'en finira donc jamais de se couvrir de ridicule! Voyez plutôt : un règlement pour l'accès et l'usage des sanctuaires de Lourdes vient d'être promulgué par l'évêque des Hautes-Pyrénées.

Lourdes devenait certainement un repaire de hippies car ce règlement stipule que chacun « doit avoir une tenue vestimentaire descendante » et interdit la nudité ainsi que le port « des tenues de plage, de camping comme de tous les vêtements débraillés et inconvenants » (Ouest-France 10/5/78). A vos smokings! Il faut respecter Ste Bernadette! La pauvre devait être choquée de voir tous ces touristes dégueunillés qui viennent voir on se demande quoi dans la pe-

Les élections ne changeront rien. Si! Elles ont changé quelque chose! Elles ont donné une claue magistrale au mouvement écologiste et cela était bien prévisible. Le mouvement écologiste n'a pas les structures d'un parti électorale, il est d'essence libertaire. Sa vie, ses structures, elles sont puisées dans toutes les actions effectuées sur le terrain avec les populations locales.



Le mouvement écologiste ne semble pas se remettre de cette claue, alors que tous, avant la fiesta, s'accordaient à dire que de toute façon le principal était de se présenter, non de gagner des sièges de députés. Cela ne paraît plus évident aujourd'hui. L'ambition de certains petits politicards en a pris un coup.

Le mouvement écologiste, s'il veut réellement réussir dans la tâche qu'il s'est assignée, doit clairement définir ses positions vis à vis non seulement des problèmes écologiques,

tite grotte aux apparitions. Mais heureusement Mgr Lefèvre fait des émules partout, qui font appliquer le saint respect! D'ailleurs, le règlement le dit bien : « Toute personne coupable d'infraction à ce règlement est susceptible d'être expulsée immédiatement, au besoin avec l'intervention de la force publique ».

Qui a dit que l'Eglise et l'Etat étaient les deux visages d'une même oppression? Un illuminé sans doute!

Heureusement que l'Eglise adopte l'humour pour amuser les fidèles, elle deviendrait triste sans cela.

LOUIS
(Groupe P. Mauget
Angers)

mais également des problèmes de société, sur ce qu'est la société et sur ce qu'ils envisagent de construire. Le mouvement écologiste doit se débarasser aussi bien de l'esprit « ramasseur de papiers gras » que de l'esprit politicard de certains de ses membres influents. Il doit se donner une optique nettement révolutionnaire, anti-autoritaire, parce que cela seul peut lui permettre de sortir du bourbier dans lequel il s'enfonce, mais également de se donner les réels moyens d'un combat contre le système capitaliste, seul responsable des carnages qui s'abattent sur nous.

Il ne s'agit pas de baisser la tête parce que la vermine réactionnaire a rempli pour les années à venir, la gauche n'était

pas plus écologiste. Le nucléaire nous pend au nez, et avec lui le système flicard, entre autres, qui l'accompagnera.

L'heure n'est pas au renoncement, laissons cela aux centrales syndicales. Le mouvement écologiste doit tirer les leçons de l'échec qu'il vient de subir. Désormais, seule l'action directe paiera contre le nucléaire. Nous devons à tout prix nous remobiliser comme il y a quelques mois et ne pas céder un seul pouce de terrain à EDF. Aux campagnes d'intoxication pro-nucléaire du gouvernement doit répondre de notre part une contre-propagande à la mesure de celles entreprises il y a peu de temps. Aux hordes de CRS que l'Etat ne manquera pas d'envoyer contre les populations locales réticentes, nous devons répondre par l'action directe et ne reculer devant aucun moyen.

Il est grand temps que les forces antinucléaires et écologistes se ressaisissent. Il est temps de balancer à la poubelle toutes les illusions électorales qui ont pu berner et décourager certains. Comme sur les lieux de travail, ne comptons que sur nous-mêmes pour défendre nos intérêts et notre avenir.

LOUIS
(Groupe P. Mauget
Angers)

LE MARCHANDAGE DES REVENDICATIONS

APRÈS les premiers contacts gouvernement-organisations professionnelles, le deuxième volet du grand marchandage des salaires et des conditions de travail se joue entre patronat et syndicats. Si comme le dit le chef de nos exploités, Ceyrac, l'ouverture sociale reste intacte, il semblerait que ces négociations actuelles apparaissent plus délicates qu'on ne le laisse paraître dans la grande presse. Il est vrai, noblesse oblige, qu'après avoir vanté le dynamisme social nouveau et naissant, celle-ci ne pourra modifier ses analyses projectives qu'à petits pas...

Rien ne presse semble-t-il et gouvernement et patronat mise avec les beaux jours revenus, ce que sentent bien auprès de leur base qui, d'une façon générale, aspire pour l'instant au grand repos. Cela étant, l'espace-temps qui nous sépare de la rentrée a ses limites et il faudra bien tout de même échéancier quelques grandes revendications indispensables si l'on veut, dans les cénacles qui nous exploitent, éviter le risque d'un développement du mécontentement.

Dans les prochaines négociations on dissociera probablement l'objet des discussions. Un premier niveau, celui des salaires. On sait ce qu'il en sera des plus bas salaires : discussion par branche du seuil minimal de la plus basse rémunération. Si la faible hausse du SMIC reste le prétexte gouvernemental pour offrir une plus grande liberté de manœuvre des partenaires sociaux, nous verrons d'ici peu les distorsions que recèlera cette politique. D'autant que des complications surgiront sur ce problème à partir des effets d'entraînement qui naîtront sur l'ensemble des classifications et de leur hiérarchie. Pour le reste, c'est-à-dire les salaires de la majorité des travailleurs, on sait qu'ils seront encadrés à un taux maximum, référencé au taux de la hausse des prix. En cas de dépassement abusif, Barre a laissé entrevoir le bâton pour les entreprises jouant du « laxisme ».

Un deuxième niveau, celui des conditions de travail. Là les difficultés plus sérieuses vont commencer car, comme chacun sait, celles-ci touchent aux structures de l'entreprise, à son mode de fonctionnement, privilège peu ou pas entamé du patronat. Ceyrac en a fixé les limites.

En clair, pas de diminution de l'horaire hebdomadaire des 40 heures, mais possibilité d'une répartition différente du temps de travail annuel, du genre de l'horaire à la carte en vigueur dans certaines entreprises. Par expérience, on s'aperçoit aujourd'hui des effets négatifs de cette formule. Considéré dans son principe,

l'horaire à la carte peut sembler une formule intéressante. Mais comment la dissocier du contexte général capitaliste dans lequel elle fut établie et donc de l'exploitation qui en résulte. Accepter la conception patronale du temps annuel reviendrait à accepter une meilleure efficacité du rendement sans diminution des heures travaillées et laisser croire au travailleur que cet aménagement s'intègre à ses aspirations de liberté.

Modifier les conditions de travail, ce sera aussi négocier sur la participation des salariés à la marche de l'entreprise. Là aussi, les discussions seront délicates car cette participation porte atteinte au schéma combien classique de la possession du pouvoir au sein de l'entreprise. Un récent sondage de *L'Express* sur le thème de l'autogestion dégageait une tendance : les cadres plus que les ouvriers y sont favorables. Rien d'étonnant à ce fait pour plusieurs raisons dont une qui tient à leur compétence bien entendu. Mais il est probable, et le sondage est muet là-dessus, que leur conception de l'autogestion est sans doute la leur, c'est-à-dire avec tout ce qu'elle sous-entend comme préoccupation individuelle et égoïsme catégoriel. Quelle que soit le résultat de la négociation sur ce problème, que les salariés, les cadres, participent au conseil d'administration, que l'on distribue un peu plus de titres de participations, les travailleurs n'empêcheront pas les réunions à étages du patronat, comme ils n'empêcheront pas le patronat de concentrer entre ses mains les paramètres essentiels à la maîtrise du pouvoir décisionnel.

En réalité, nous sommes enclins à penser que ces négociations à venir ne changeront rien d'essentiel à la situation économique et sociale que nous subissons. Salaires encadrés, justifiés par une analyse bourgeoise de la crise, réorganisation très timide des structures de l'entreprise qu'explique une volonté certaine d'intégration du monde du travail dans l'économie capitaliste, en bref des mesures sociales de classe pour une économie de classe. S'il est trop tôt pour dégager les mouvements d'humeur, de révolte qui se développeront dans les mois à venir, par tout ou partie de la classe laborieuse, gageons qu'ils sauront prendre, pour un certain nombre d'entre eux, des formes radicalisées qui débordront le cadre temporisateur des organisations ouvrières. Les formes originales qu'ont pu prendre durant ces derniers années un certain nombre de conflits, attestent de l'inévitabilité de nouvelles dimensions des luttes.

Roland BOSDEVEIX

Abonnez vous

P.C.F., P.C.I., P.C.E.,

Chronique de l'eurocommunisme

Le compromis historique de Berlinguer, l'euro-communisme tapageur de Carillo, la crise de conscience de quelques philosophes et intellectuels du parti communiste français : autant de sujets en or pour les commentateurs politiques qui - par ignorance, naïveté ou complicité - parlent du nouveau visage du communisme... et non de son nouveau masque!

Un certain Jean Rony vient de publier un ouvrage intitulé *Trente ans de parti : un communiste s'interroge*. Il s'attaque au principe du centralisme démocratique que Marchais n'a pas encore rejeté à la poubelle de l'histoire avec la dictature du prolétariat et l'internationalisme prolétarien. Et Jean Rony écrit ces lignes étonnantes : « *Le centralisme démocratique s'est constitué sous le stalinisme, a été marqué par lui et la critique du stalinisme l'a jusqu'ici épargné* ». Délicieux Jean Rony, qui - en trente ans - n'a pu apprendre l'histoire de son parti, qui reproche à Staline ce qui est l'œuvre de Lenine et n'a pas compris - en trente ans! - que le stalinisme n'était que la conséquence directe, inéluctable du léninisme! Que Jean Rony relise - ou, plutôt, lise! - les thèses et résolutions du second congrès de l'Internationale communiste (Pétrograd : 17 juillet-7 août 1920). Ce congrès énonça les 21 conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste et voici la 12^e condition : « *Les partis appartenant à l'IC doivent être édifiés sur le principe du centralisme démocratique. Le parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants* ». Le second congrès adopta aussi une « *résolution sur le rôle du parti communiste* » en 19 points. On y proclama (points 5 et 8) la nécessité de « *la centralisation et de la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien* » : cette tâche « *invariablement et systématiquement dirigée par le parti du prolétariat, c'est à dire par le parti communiste, avant-garde organisée de la classe ouvrière* ». Et le point 14 est à citer dans son intégralité : « *Le parti communiste doit être basé sur un centralisme démocratique. La constitution par voie d'élection des comités secondaires, la soumission obligatoire de tous les comités au comité qui leur est supérieur et l'existence d'un centre, muni de pleins pouvoirs, dont l'autorité ne peut, dans l'intervalle entre les congrès du parti, être contestée par personne, tels sont les principes essentiels du centralisme démocratique* ».

Rendons à Lenine la paternité du « rôle dirigeant du parti » et du « centralisme démocratique » que Jean Rony, dans son ignorance crasse, attribue à Staline. Comme beaucoup de petites têtes « pensantes » du parti, Rony n'a que de biens vagues notions sur le marxisme, le léninisme et le stalinisme. Soyons indulgents : trente ans de parti... ce n'est pas rien et ça doit laisser des traces!



En Italie, Berlinguer a jeté par dessus bord tous les bagages inutiles, tout le fatras marxiste-léniniste : la tactique s'avère efficace car le bougre arrive, à la force du poignet, aux antichambres du pouvoir. En lâchant encore un peu de lest, il sera sous peu dans la place. Pour nous faire une idée de l'eurocommunisme à l'italienne, écoutons Lucio Lombardo Radice, membre du comité central du PC italien, membre du jury du troisième Tribunal Russell ; le 31 mars, à Francfort, Radice a été interviewé par un représentant de la revue hebdomadaire extrême-gauchiste *Informations-Dienst*. Plusieurs ouvriers, à Milan, venaient d'être exclus du PC pour avoir manifesté sous le mot d'ordre : ni pour l'Etat, ni pour les Brigades rouges! Qu'en pensait Radice ? Il n'y a pas au monde, répond Radice, de parti plus démocratique que le PC italien. Mais on ne peut tolérer que des membres de ce parti suivent les mots d'ordre de « *Lotta Continua* ». La ligne du parti, c'est la défense de l'Etat démocratique. Et cette défense est le critère essentiel de l'appartenance au PC : « *Nous avons lutté pour notre consti-*

tution ; nous avons fait la République, elle est notre République ». L'Etat italien, selon Radice, se démocratise lentement : « *Il y a actuellement des généraux qui sont députés du PC, par exemple le général Pasti qui joue un rôle important dans l'OTAN. Il y a un mouvement démocratique dans l'armée. Dans la police il y a un large mouvement pour constituer un syndicat de policiers et un mouvement de gauche se développe dans la magistrature* ». Ainsi, grâce au compromis historique, le parti de Berlinguer s'est infiltré dans toutes les avenues du pouvoir : la conquête du pouvoir, but suprême du PC, vaut bien de se déguiser en démocrate et en patriote...

En Espagne, l'ex-stalinien Carillo se proclame le champion de l'eurocommunisme. Ne vient-il pas, d'un seul coup, de renier le léninisme, la dictature du prolétariat et même la lutte des classes ? Le PC de Carillo ne sera « *ni social-démocrate, ni stalinien* », il sera « *marxiste, révolutionnaire, démocratique* ». Ces deux derniers épithètes, n'ayant aucun sens précis, n'engagent à rien. Mais se prétendre marxiste en rejetant le concept de lutte des classes, c'est vraiment un record d'ignorance ou d'impudence.

Berlinguer, Marchais, Carillo : ce trio d'acrobates représente l'aboutissement de soixante ans de communisme international, la fine fleur de « *l'avant-garde éclairée de la classe ouvrière* »! Les bonnes âmes se demandent gravement si cet eurocommunisme est un changement irréversible et si c'est un changement sincère. Irréversible ? Les partis communistes ont connu tant de tournants, tant de zig-zags dans leur ligne, tant de volte-face imprévues, qu'il faudrait être bien naïf pour croire que ce dernier avatar est définitif. Sincère ? Parler de sincérité, ce serait vouloir porter un jugement de moralité sur les manœuvres tortueuses des partis politiques. L'euro-communisme est avant tout un changement de tactique : la révolution étant impossible, les partis communistes usent des voies légales et d'une habile campagne pour s'approcher du pouvoir. On ne demande pas à une tactique d'être sincère, mais d'être efficace, et on ne peut nier l'efficacité des moyens mis en œuvre par l'euro-communisme. La fin justifiera les moyens. Quelle fin, dira-t-on ? Il suffit de regarder les pays - tous les pays! - où le parti communiste a fait triompher son rôle dirigeant... et vous avez la réponse.

Jean BARRUÉ

Informations internationales

allemagne

hollande

L'OBJECTION DE CONSCIENCE EN RFA - On sait que la majorité du Bundestag avait adopté une modification de la loi d'incorporation dans l'armée : les jeunes astreints au service militaire avaient le libre choix entre le service dans l'armée et le service civil. Sous prétexte que cette loi augmentait considérablement le nombre des objecteurs de conscience, les Länder de Bavière, Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat ainsi que la fraction CDU/CSU du Bundestag ont déposé une réclamation à la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe. Et voici son verdict : il faut distinguer entre le service militaire en période de guerre et en période de paix. Dans le premier cas, l'article 4 de la constitution reconnaît le droit de refuser le service en armes pour motif d'objection de conscience, mais cela n'entraîne pas dans le second cas le droit de choisir le service civil qui ne doit être qu'une exception. La décision de la Cour annule ainsi le vote du Bundestag et restreint considérablement le droit pour les incorporés de « choisir ». En fait, c'est un recul très net par rapport à la législation existante. La Cour aurait pu s'inspirer plutôt de l'exemple de la Suède qui laisse le libre choix et qui vient d'adopter une loi (entrant en vigueur le 1^{er} juillet) selon laquelle l'incorporé n'a pas à justifier les raisons de son objection de conscience, et il revient aux autorités à prouver le non-fondé de ces raisons. La décision de la Cour de Karlsruhe n'a pas fini de provoquer des remous!

DANS LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE - On avait pu penser un moment que l'extrême-gauche socialiste - groupée dans le « *Bureau Socialiste* » d'Offenbach - avait l'intention de fonder un nouveau parti, à gauche du SPD, à l'image de ce que fut jadis le « *Parti social-démocrate indépendant* » des années 20. Il n'en est rien : le Bureau Socialiste s'attachera à renforcer sa tendance à l'intérieur du SPD et à infléchir vers la gauche la politique du SPD.

COLOGNE - Après trois mois d'interruption, la revue anarchiste *Befreiung* reparait. Nos camarades sont avant tout anarcho-syndicalistes et militent dans le mouvement « *Initiative-FAU* ». Tout en soutenant les journaux de ce mouvement (tel que *Direkte Aktion*) ils pensent qu'un organe spécifiquement anarchiste est utile, les libertaires se rencontrant aussi dans le mouvement antinucléaire, féminin, dans les groupes de quartier, chez les objecteurs de conscience. Dans *Befreiung* est encarté le *Bulletin de l'Espagne libre*, consacré aux nouvelles de la CNT et de la FAI.

Le 22 avril a eu lieu à Cologne une manifestation contre la renaissance du nazisme. Elle groupait 50 000 personnes appartenant à tous les courants d'extrême-gauche et s'est déroulée sans incident.

UNE AIDE... INEFFICACE - La Banque d'Espagne informait le 11 novembre dernier que la centrale syndicale DGB mettait à la disposition de l'UGT espagnole la somme de 10 millions de DM. On comprend parfaitement que la DGB apporte son aide à l'UGT, dont on connaît les liens qui l'unissent au parti socialiste. Il ne semble pas que cet apport financier ait été efficace, quand on songe à l'échec de l'UGT lors des élections aux conseils d'entreprises. Les Commissions Ouvrières pro-communistes auraient-elles bénéficié de subventions plus importantes ?

UNE AFFAIRE SCANDALEUSE A LEYDE - Un de nos camarades du groupe de Leyde, employé à la maison d'aliénés de Oegstgeest, est impliqué dans cette affaire. Voulant parler au directeur et lui reprocher une gestion autoritaire préjudiciable aux malades, il fut éconduit et, perdant son sang-froid, il pénétra dans la chambre du directeur une carabine (non chargée) à la main. Appel à la police, arrestation, perquisition : la police trouva des tracts anarchistes et le procureur général, plein de zèle, serait prêt à accuser notre camarade de relations avec les terroristes de la RAF. Mais, entre temps, une campagne a été menée contre la gestion de la maison d'aliénés et fraudes imputées à la direction et à l'administration : d'où de nouvelles poursuites pour diffamation, arrestation d'une demi-douzaine de personnes, relâchées après perquisitions. L'affaire a fait grand bruit à Leyde et a eu des échos dans la presse et au parlement.

LE MUNDIAL DE BUENOS-AIRES - Une campagne active pour le boycott de la coupe du monde en Argentine a été menée en Hollande. Avant le Mondial, un incident a marqué le championnat du monde de hockey (18 mars-28 avril). L'équipe néerlandaise jouait en finale où elle a été battue par la pakistanaise. Le trop fameux président Videla devait distribuer des médailles d'argent aux vice-champions. Mais le joueur Hans Jorritsma, écœuré par ce qu'il avait vu là-bas, a refusé cette médaille et a renoncé à jouer dans l'équipe nationale.

NOUVELLES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES - Le gouvernement a publié récemment les pronostics du Bureau des Projets. Cet organisme a une indépendance fort douteuse et les données qu'il fournit vont en général dans le sens de la politique du gouvernement. Le Bureau prévoit une augmentation du chômage et une baisse de l'économie, ce qui encourage le gouvernement dans la voie de l'austérité, avec une baisse réelle des salaires, sans compensation des prix. La seule suggestion « indépendante » du Bureau : la dévaluation du florin n'est pas acceptée par le gouvernement. Or la politique du « *florin fort* » implique des bénéfices pour les grands monopoles et les faillites des petites entreprises qui, par la cherté du florin et des produits hollandais, ne peuvent soutenir la concurrence avec l'étranger.

Le ML a signalé la grève des forges KNG de Zoeterwoude (près de Leyde) : 120 ouvriers occupent et font fonctionner l'usine et ont l'appui - une fois n'est pas coutume! - de tous les syndicats. La situation s'est aggravée : le gouvernement qui avait promis un million de florins à la direction incapable et mise à la porte, les refuse aux ouvriers occupants. Les syndicats semblent donc décidés à aller jusqu'au bout dans ce conflit.

L'organisation Onkrut rassemble en Hollande les réfractaires au service militaire et incite au refus de l'examen médical, au refus du service militaire et au service civil des objecteurs de conscience. Sept personnes sont actuellement poursuivies pour refus de l'examen (la peine encourue est une amende) et trois d'entre elles se réclament réfractaires anarchistes et refusent aussi le service civil. Le 11 avril, à Utrecht, avait lieu le procès en appel de Willem de Haan qui déclara son opposition à tout service d'Etat : les applaudissements du public furent réprimés par les matraques de la police qui envahit la salle d'audience.

SEMAINE DE PRÉSENCE LIBERTAIRE AU PORTUGAL

Du dimanche 2 au samedi 8 juillet 1978, une semaine de présence libertaire aura lieu à Lisbonne et alentours.

Au programme de cette « semaine » sont prévus des débats (art, littérature fantastique, anarchisme, marginalisme, délinquance, prisons, syndicalisme, etc.), des projections de films, du théâtre, diverses expositions, de la musique ainsi qu'une foire aux livres.

Venez nombreux en cette semaine de juillet encourager nos camarades portugais.

S.R.I.

Le livre de la semaine

par Maurice JOYEUX

La Feuille

par Zo d'Axa

Edition : Le Vent du ch'min

DANS nos milieux libertaires le nom de Zo d'Axa est connu, mais bien peu de nos jeunes militants peuvent cerner ce personnage. Les camarades qui dirigent cette petite et dynamique maison d'édition Le vent du ch'min, qui s'est donné pour tâche de faire connaître les poètes et littérateurs anar-

chistes de la fin du siècle dernier et du début de ce siècle, viennent de publier dans une excellente édition les numéros de La Feuille parus en 1898 et 1899. Et nous avons en présentation de cet ouvrage un texte excellent de notre ami Léo Campion qui nous trace une biographie réjouissante du personnage

dont Georges Clémenceau disait qu'il était « un anarchiste hors de l'anarchie ».

La vie de Zo d'Axa est un roman. Venu comme tant d'autres à cette époque de la bourgeoisie libérale et fortunée, il rejoindra cet anarchisme individualiste qui avait alors gagné les milieux intellectuels et parmi lesquels on peut rappeler pour mémoire quelques noms : Lucien Descaves, Octave Mirbeau, Henri de Regnier, Félix Fénéon, Georges Darien, etc. Et c'est tout naturellement qu'après un service militaire difficile, après avoir été amnistié, qu'il rentre en France et atterrit à L'endehors, hebdomadaire autour duquel se réunissent tous les individualistes de l'époque. Zo d'Axa écrit alors contre l'armée, la patrie, la religion, la morale, la sottise des hommes. Il a une formule : « Ni parti, ni groupe, en dehors », ou encore « Nous nous battons pour la joie des batailles, sans rêve d'avenir meilleur ». Il défendra les terroristes et sera arrêté pour association de malfaiteur. Libéré, il sera obligé de s'exiler. Revenu en France, et arrêté de nouveau au moment de l'assassinat de Carnot par Caserio, il écrira en prison un livre, De Mazas à Jérusalem, qui fut salué par la critique comme un livre de qualité. Mais c'est la publication de La Feuille qui devait le faire connaître.

Les éditeurs nous restituent les numéros de La Feuille avec les merveilleuses caricatures de Steinlen, de Willette, de Léandre, d'Anquetin et d'autres encore. Les textes sont d'un polémiste et d'un écrivain de souche et Zo d'Axa ne sera tendre ni pour les politiciens, ni même pour les révolutionnaires de son époque, et nous pouvons relever dans son premier numéro cette proclamation qui donne le ton : « Nous aussi nous parlerons du peuple et pas pour le flagorner, lui promettre merveilles et monts, fleuves, frontières naturelles, ni même une république propre ou des candidats loyaux, ni même une révolution préfaçant le paradis terrestre ». Naturellement ces libellés ont trait à l'actualité de cette époque lointaine, mais ce n'est pas seulement l'histoire d'une époque, « la belle », c'est aussi une merveilleuse leçon de style d'un journaliste qui respecte ses lecteurs.

Il faudrait tout citer, mais je recommanderai au lecteur le numéro sur l'affaire Dreyfus, ou encore celui où il présente un âne comme candidat du peuple, un âne qui se nomme « Nul ». Je veux pourtant vous soumettre encore un texte tiré du numéro « l'honnête ouvrier » : « Le peuple que par raillerie on a proclamé souverain est une sottise majesté qui s'habille de laïcs pour compte. Il répète quelques grands mots que lui légèrèrent après faillite tous les régimes périmés ».

Zo d'Axa, individualiste qui refusait de s'appeler anarchiste, fut l'homme de toutes les contestations. Il aurait été reçu il y a dix ans en triomphateur à la Sorbonne. Lisez-le, vous ne le regretterez pas!

La société contre l'Etat

de Pierre Clastres

Editions de Minuit

VOICI une étude à laquelle, je pense, les militants révolutionnaires ne sont pas habitués. En effet, si elle est axée sur les origines du pouvoir politiques, c'est d'après une recherche ethnologique : une recherche « d'anthropologie politique » (c'est d'ailleurs le sous-titre du livre). Ce sont des tribus sud-américaines qui n'ont eu que très peu de rapports ou de contacts avec la civilisation moderne, qui font l'objet de ces études. La méthodologie adoptée par l'auteur est simple : par l'examen critique des connaissances acquises sur les phénomènes sociaux chez les animaux et notamment sur leur processus d'autorégulation sociale, il est possible d'affirmer que ce fait humain qu'est le pouvoir politique trouve sa source dans la culture et non dans la nature. Donc l'aire de recherche se trouve ainsi considérablement déblayée. Cette enquête sera donc plus particulièrement orientée sur le rôle de la famille, les multiples façons dont s'organise la descendance, sur celui de l'homme et de la femme ainsi que de leurs relations, celui de la recherche de la nourriture, de la culture, de l'éducation, de l'organisation interne, et surtout du rapport entre le langage, le chef de tribu et du contrôle de celui-ci par l'opinion publique. En même temps qu'il détermine à propos des sociétés à

soi-disant économie de subsistance - des mythes fort tenaces, Pierre Clastres tire de cette étude de les conclusions suivantes :

« Quand, dans la société primitive, l'économique se laisse repérer comme champ autonome et défini, quand l'activité de production devient travail aliéné, comptabilisé et imposé par ceux qui vont jouir des fruits de ce travail, c'est que la société n'est plus primitive, c'est qu'elle est devenue une société divisée en dominants et dominés, en maîtres et en sujets, c'est qu'elle a cessé d'exorciser ce qui est destiné à la tuer : le pouvoir et le respect du pouvoir. La division majeure de la société, celle qui fonde toutes les autres, y compris sans doute la division du travail, c'est la nouvelle disposition verticale entre la base et le sommet, c'est la grande coupure politique entre détenteurs de la force, qu'elle soit guerrière ou religieuse, et assujettis à cette force. La relation politique de pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploitation. Avant d'être économique, l'aliénation est politique, le pouvoir est avant le travail, l'économique est une dérive du politique, l'émergence de l'Etat détermine l'apparition des classes ».

Un livre assez facile et intéressant à lire.

Jean-Claude CORMIER
(Orsay-Bures)

JOAN PAU VERDIER

Nous autres Périgourdins connaissons bien le troubadour du siècle 20, Joan Pau Verdier, car il est de chez nous et chante notre langue d'oc.

L'occitan a peut-être perdu un bon chanteur mais le langage et la musique d'aujourd'hui viennent d'en découvrir un qui colle à la vie quotidienne sans avoir peur du croque-mort bien qu'il ait un nuage dans la tête. C'est le titre de son excellent disque qui vient de sortir chez Phillips (9101. 173).

Grâce au synthétiseur, il a fait une recherche musicale qui fait de ce disque une merveille dont message est une preuve, car les mots sont rares. C'est dommage car nous aimons écouter sa voix et surtout ce qu'il chante très bien. C'est peut-être ce qui explique son absence de toiles à visions car les langues étrangères, même si elles disent quelque chose, nous ne les comprenons pas alors qu'avec Verdier on comprend.

Cool, tout coule, la chanson n'est pas un métier, c'est une vie. Avec lui, ça se sent. Sa trentaine se met à la fenêtre et il continue à se modifier, à chercher des mots nouveaux pour faire des chants de demain. Ce n'est pas un gadget, c'est la désirade. Les rétros ont perdu le folklore d'hier qu'ils ne veulent pas déterrer, mais nous venons de trouver le folklore de demain et c'est très bien. Notre siècle est électrique, bétonneux, avec des flippers sur des airs de rock ou pop, aussi écoutez ce disque, vous ne pouvez le regretter car il marque notre époque.

N'aie pas peur Joan Pau Verdier, nous ne te dirons pas barre-toi car tu le chantes trop bien avec une recherche des mots qui en font une poésie. Nous allons écouter ce nouveau disque en attendant de pouvoir t'applaudir sur une scène de notre Périgord.

Jean BOUSSUGES

Théâtre

Conversation chez les Stein

Au théâtre Oblique

NOUS assistons à un bel exercice de scène, accompli par Marie-Christine Barrault, en effet seule sur le plateau durant près de deux heures elle va converser avec des invisibles. Elle change de costumes et prend même son bain, en costume d'Eve, avec une grande simplicité, ce que bien peu de comédiennes seraient capables de réussir. Ce monumental monologue nous permet de comprendre ce qu'elle attend et espère de Wolfgang von Goethe, momentanément en voyage en Italie. Cette bourgeoise bien cotée à la cour de Weimar, un peu plus âgée que lui, souhaite ardemment, après dix années de fréquentation intime, devenir sa femme légitime. Sa patience ne sera pas récompensée, et l'égoïste écrivain fondera un autre foyer, lui permettant de faire cinq enfants à la jeune Vulpius, qui s'éteindra après dix ans de mariage.

Indiscutablement Peter Hacks a écrit un texte excellent, sûrement vraisemblable, mais dont la présentation, malgré l'ingénieuse mise en scène de J.-P. Engelbach, ne peut conquérir que des passionnés de l'art dramatique. La pièce, devant un public moyen, passe au-dessus des spectateurs. Notre époque est-elle propice à ces spectacles raffinés ? J'eusse préféré voir la salle garnie d'ignorants du théâtre, et gagnés à notre cause par une pièce à leur portée. Il faut créer des spectateurs, pour l'art dramatique, sinon à la fin de ce siècle les doigts de nos mains suffiront pour compter les théâtres de notre capitale.

Francis AGRY

L'apologie de l'arrivisme

Dans les débuts de sa collaboration au journal L'humanité, le dessinateur Wolinski déclarait qu'il avait trouvé au parti communiste des gens intelligents. Cette « intelligence » n'a pas tardé à influencer la pensée, aujourd'hui profonde, de Wolinski. Dans une interview au Nouvel Observateur, voici en effet ce que déclare l'Aragon de la bande dessinée :

Le roi des cons
accepte de collaborer
à « L'Huma »

EXCLUSIF



« Ce qui m'a étonné, c'est au contraire combien L'huma était proche de Charlie-Hebdo. A Hebdo, c'est des pros qui ont réussi à échapper à leur condition. Cavanna était un maçon, Reiser un ouvrier ; moi, j'étais employé de commerce dans la boutique de mon oncle. On s'en est sorti. Les dirigeants communistes, c'est la même chose. Ils étaient ouvriers ; maintenant ils font du travail intéressant. Ce n'est pas drôle l'usine. Si l'on arrive à s'en sortir, c'est pas mal. Pour les dirigeants communistes, ça a été très difficile. Il leur a fallu travailler dur pour devenir ce qu'ils sont devenus. Prends Roland (Leroy). C'était un cheminot, un simple cheminot. Maintenant, il est directeur de journal, il a un magnifique bureau à L'humanité. Et c'est quelqu'un Roland. Je l'admire beaucoup. Une mémoire prodigieuse, un jugement sûr, une très grande culture. Il a des idées très justes sur la B.D. Et puis alors, facile à rencontrer. Je discute avec lui de tout. On boit des coups ensemble ; éventuellement, on se saoule la gueule et on rigole... »

Comme dit l'autre : « Sous le communisme, on sera heureux, personne ne travaillera plus, tout le monde aura des domestiques ».

Vers la reconstruction de l'U.S.I.

Entretien avec un camarade de la F.A.I.

(suite de la page 1)

qu'à ce que l'on arrive à la scission qui mène à la formation du parti socialiste et à la dissolution, après quelques années, de la section italienne de la 1^{re} Internationale. C'est à l'intérieur de ce type de structures et de mouvement que nous pouvons trouver les racines historiques de l'anarcho-syndicalisme italien.

- Celui-ci a-t-il eu des structures différentes de l'anarcho-syndicalisme espagnol et du syndicalisme révolutionnaire français ?

- Non, dans cette période le mouvement internationaliste avait encore un caractère unitaire, et les différenciations qui se développent à l'intérieur des composantes de la lutte des classes ne sont pas encore présentes de façon marquée même si elles se développent déjà sous forme de tendances. A partir de la formation du parti socialiste, c'est là que les trois tendances se structurent. Au début, il y a la formation de la Confédération Générale du Travail (CGL), structure syndicale et ouvrière qui voit confluer toutes les ligues ouvrières, les coopératives ouvrières, les caisses de résistance qui s'étaient formées au niveau territorial et de métier, toutes ces structures ouvrières avaient plus un caractère de résistance face au chômage, un caractère de résistance et d'entraide face aux conditions précises de vie des travailleurs italiens, que des structures de luttes, de revendications et d'attaques.

A sa formation, la CGL regroupa et réunifia toutes ces structures ainsi que les chambres du travail, structures proches des Bourses du travail françaises. Quelques tendances se dessinent au sein de la CGL, tendances centralisatrices qui vont à la conquête du secrétariat général de la confédération et de ses organismes centraux. Ce type de tendances autoritaires s'affrontent rapidement avec la résistance des structures de base, s'exprimant peu à peu sous la forme d'une tendance syndicaliste révolutionnaire, fédéraliste, disons anarcho-syndicaliste, même si cette tendance n'a pas assumé toutes les références anarcho-syndicalistes qu'a eu, par exemple, la CNT espagnole. Pourquoi ? Parce qu'à l'intérieur du mouvement syndical la priorité était donnée à l'unité du mouvement ouvrier, vécue comme unité de structures, comme unité organisationnelle plus que comme unité à la base. Cela a été, à notre avis, un élément de faiblesse de la structure ouvrière, parce qu'elle a privilégié les moments d'unité institutionnelle et n'a pas privilégié les moments d'unité ouvrière à la base.

Ce type de tendance syndicaliste révolutionnaire libertaire et fédéraliste, anarcho-syndicaliste, qui connaissait un certain type de radicalisation dans les structures de base, existait surtout dans les régions de l'Emilie, de la Toscane, des Marches et de la Romagne, disons la zone centrale de l'Italie où le mouvement de la 1^{re} Internationale avait été le plus présent par le passé. Ces zones géographiques sont celles qui impulseront le processus de formation de l'Union Syndicale Italienne (USI). En fait, l'USI se caractérise comme l'élément de réunification de toutes les chambres de travail, des ligues du travail dissidentes de la gestion centralisatrice de la CGL, et a vu se rapprocher d'elle le syndicat des cheminots et celui des travailleurs de la mer, qui ont toujours conservé leur autonomie par rapport à la CGL et à l'USI.

- La finalité de l'USI était une finalité anarchiste ou anarcho-syndicaliste ?

- L'USI avait dans son programme des finalités que nous pouvons définir comme syndicalistes-révolutionnaires. Le but de l'USI n'était pas le communisme-libertaire ou n'avait pas été défini comme tel. Le discours et la finalité de l'USI étaient une société gérée par le syndicat, donc plus syndicaliste-révolutionnaire qu'anarcho-syndicaliste dans le sens où ce dernier définit plus explicitement le communisme-libertaire et certains aspects de la dissolution d'une organisation ouvrière dans l'organisation sociale territoriale, dans la commune, structure de base de la vie sociale et non seulement de la structure productive. La grosse limite théorique de l'USI

a été de ne pas être capable de mettre sur pied ce type de projet et cela a encore des influences dans le débat sur le mouvement ouvrier aujourd'hui.

- Au congrès d'Amsterdam, en 1907, quelle position avaient pris les syndicalistes révolutionnaires italiens face à Monatte, par exemple, et à la charte d'Amiens en général ?

- Si l'on se rappelle bien des documents de l'époque, la position des italiens fut une position abstentionniste active dans le sens où le débat ouvrier en Italie était caractérisé par le principe de l'unité ouvrière.

est véritablement une organisation anarcho-syndicaliste en terme de conception comme de fonctionnement. De conception dans la mesure où elle veut regrouper tous les travailleurs révolutionnaires qui développent une pratique de masse ou autogestionnaire à l'intérieur des luttes ouvrières. En fait, l'USI, avant la CGL, appuie et foment le mouvement des conseils, de l'occupation des terres et des révoltes des ouvriers agricoles, Borghi, Meschi et d'autres, qui font partie du courant anarcho-syndicaliste dont le discours est prioritaire au sein de l'USI, arrivent à synthétiser la volonté collective des militants de l'USI.



Ainsi, même l'USI, en tant qu'organisation scissionniste face à la CGL, mettait en avant le discours de l'unité ouvrière. La position était de rechercher comment engager un processus de réunification de toutes les tendances ouvrières au sein d'un projet commun. Il faut dire qu'au sein de l'USI, et même de la CGL, la tendance insurrectionnaliste, c'est à dire la tendance qui entrevoyait dans les temps prochains la grève générale insurrectionnelle, était forte. Cet élément fut important en tant que ligne politique au sein des organisations ouvrières, et a produit historiquement « la semaine rouge » (1914) puis le mouvement des conseils (1920).

- Avant de parler de ces événements, peux-tu nous dire quelle position a eu l'USI face à la guerre de 1914 ? Comment se sont résolues les contradictions au sein de l'USI entre syndicalistes et anarcho-syndicalistes ?

- Cet élément est très important pour comprendre la réalité ouvrière italienne de cette époque. Justement il se créa par rapport à la guerre une déchirure terrible, déchirure qui aura ses conséquences dans les années de l'après-guerre et aussi à l'avènement du fascisme, une déchirure au sein des forces les plus actives du mouvement ouvrier. Une bonne partie des syndicalistes révolutionnaires se déclara pour l'intervention, reproduisant la déchirure qui s'était déjà produite par rapport à la guerre de Lybie en 1911. Les syndicalistes théorisaient le fait que dans un moment de bouleversement total de la vie sociale, la grève générale insurrectionnelle aurait produit, selon eux, les structures optimum pour la destruction du système capitaliste. Contre cela, la tendance anarcho-syndicaliste de l'USI et même des courants de la CGL opposaient un discours antimilitariste de résistance à la guerre. Ces secteurs disaient que le mot d'ordre du prolétariat devait être de ne pas collaborer, de désertier l'armée, de ne pas participer à la guerre.

- La révolution russe a-t-elle eu une influence dans la motivation des militants qui reconstruisirent l'USI après la première guerre mondiale ?

- Ce ne fut pas le mouvement révolutionnaire russe qui détermina la reconstruction de l'USI. En fait, l'USI se reforma en 1919. Entre 1919 et 1921, c'est la période où elle est la plus forte rassemblant, les statistiques disent 500 000 adhérents, mais plus réellement 300 à 350 000 membres ; sans aucun doute une force importante, d'autant plus que l'anarcho-syndicalisme avait alors pour ainsi dire un caractère d'hégémonie au sein de l'USI.

Dans la période de l'après-guerre, l'USI

lock-out patronal mais aussi un mouvement d'attaque en vue de l'amélioration de la condition ouvrière. C'est la première fois que se posa de façon concrète et tangible au prolétariat italien le problème de l'autogestion, de l'occupation des usines, de la gestion en termes collectifs de la production.

- Donc l'USI a surmonté la guerre, elle s'est reconstruite et puis le fascisme est arrivé...

- L'USI s'est dissoute et il faut comprendre pourquoi. Elle a cessé d'être une structure organisée car après la « semaine rouge », l'occupation des usines, le mouvement des conseils et l'occupation des terres, ces luttes très dures avaient pris le caractère de la grève générale insurrectionnelle. Par exemple, des affrontements à l'arme à feu ont eu lieu entre paysans et équipes patronales qui formeront l'ossature du parti fasciste. Il faut comprendre qu'il se développe à cette époque un niveau d'affrontements si élevé que les organisations ouvrières, qui précédemment avaient joué un rôle, commencent à rétrograder au profit de nouvelles structures organisationnelles. L'USI, lorsqu'elle meurt, donne naissance à un autre mouvement : « Gli arditi del popolo », mouvement que nous pouvons comparer à un mouvement de résistance clandestine, qui commence à s'armer, à résister aux bandes fascistes et à les frapper. La lutte de classe de la revendication économique, de la conquête de plus en plus grands espaces dans l'usine, à la ferme, dans la vie sociale, disparaît au profit d'une lutte militaire entre les organisations ouvrières et patronales. La répression fasciste frappe les organisations prolétaires du type « Gli arditi del popolo » et engendrent leur mort comme elle le fit pour la CGL.

On dit que l'USI est morte parce qu'elle n'est pas réapparue en 1945 comme la CGL.

- En Italie, après la dernière guerre mondiale, y avait-il des possibilités de reconstruction de l'USI, et si oui pourquoi les militants anarchistes et syndicalistes révolutionnaires ne les ont pas mises à profit ?

- Les possibilités de reconstruction de l'USI en 1945 existaient et étaient même beaucoup plus fortes qu'aujourd'hui. On peut dire en 1978 qu'en Italie il peut exister une mouvance anarcho-syndicaliste au sein du mouvement des travailleurs dont la consistance varie autour de 10 000 personnes.

En 1945, on comptait une présence anarcho-syndicaliste de 100 000 travailleurs, voire plus. Malgré ces possibilités, le choix des camarades fut encore le choix unitaire parce que l'on sortait du fascisme, de la longue durée de la guerre puis de la présence asphyxiante de la domination « allié » américaine. La lutte clandestine et partisane avait été menée, côte à côte, par des travailleurs communistes, socialistes, catholiques, etc. Effectivement, l'esprit unitaire était encore plus marqué qu'avant l'avènement du fascisme. Là, le projet de fond était l'unité ouvrière. Une fois de plus, celle-ci fut conçue par l'unité des structures syndicales et non recherchée dans l'unité des structures de base.



- De quelle manière s'est effectuée la solidarité des différents syndicats par rapport aux conseils ouvriers de Turin (1920) ?

- Le mouvement des conseils se développe à Turin comme un mouvement autonome, aussi bien vis à vis de l'USI que de la CGL. Le mouvement des conseils est, si l'on peut dire, un mouvement politique. L'animateur de ce mouvement est l'« Ordine nuovo » de Gramsci. L'influence de nombreux anarchistes comme Garrinei, secrétaire de la fédération ouvrière des métaux de Turin, militant anarchiste très connu, y agit aussi. Le mouvement se développe comme un dépassement des limites que le syndicalisme avait eu jusque là. C'est un mouvement autogestionnaire de résistance au